

Réflexions sociologiques sur la nature

Les émeutes urbaines dans le pays, depuis longtemps banalisées et fonctionnant comme un mode socialement intégré et légitimé d'expression en direction du pouvoir politique de différentes revendications à portée locale, ont pourtant atteint au mois de janvier un seuil paroxystique qui, par son extension et son acuité, a pu surprendre. Or, en même temps, la révolution démocratique en cours en Tunisie et qui y a conduit au changement de régime, par la force du message dont elle est porteuse et qui, de très loin, dépasse les frontières du pays, commence à faire sentir ses effets directs dans plusieurs pays arabes, à commencer par l'Égypte, tout comme en Algérie même. Ainsi dans différentes régions du pays, dans un geste de toute évidence inspiré par les exemples tunisiens, plusieurs citoyens viennent de s'immoler par le feu pour protester symboliquement et publiquement contre, à la fois, leur situation qu'ils estiment inacceptable et le pouvoir politique en place qu'ils en estiment directement responsable.

Procédant de la même volonté de contestation de l'ordre politique en place, des manifestations veulent, elles aussi, exprimer dans l'espace public des revendications de divers ordres, notamment de consolidation des conditions de l'expression démocratique. Pesant tous directement sur le fonctionnement de la société, objectivement et/ou symboliquement, ces divers événements, par delà leur immédiateté factuelle, constituent en réalité autant d'indicateurs rendant compte de tendances lourdes, dénotant tout autant les dysfonctionnements que les dynamismes qui caractérisent les véritables évolutions en profondeur de la société algérienne. Et ce sont précisément ces évolutions de la société que nous devons tenter de comprendre alors que le pays, qui s'apprête à célébrer l'an prochain le cinquantième anniversaire de son indépendance, entre, plus que jamais, dans une phase symbolique longue — allant jusqu'au 60^e anniversaire de Novembre 1954 — et longtemps attendue, de bilans de toutes natures. Or, en s'inscrivant dans une vision de moyen et long terme, si le pays veut être en mesure de relever les énormes défis qui, depuis longtemps déjà, sont les siens et, surtout, ceux encore plus difficiles — et incontournables — qui l'attendent, ces bilans, pour permettre de dégager des perspectives, doivent non seulement être extrêmement lucides au plan des évolutions et contraintes endogènes, mais également tenir compte des profondes mutations — exogènes — en cours dans un monde en basculement et qui, toutes directement, nous interpellent aussi. Et c'est sous cet angle, donc, que quatre domaines essentiels méritent de retenir notre attention.

Economique, parce que le pays est directement concerné dans le contexte des grands bouleversements qui affectent le monde et qui en interpellent tous les acteurs en termes de capacités effectives à formuler un projet cohérent et crédible — aux plans national et international — d'insertion dynamique dans les processus de mondialisation. Or, en dehors de l'exportation d'hydrocarbures, l'économie algérienne, très peu diversifiée, ne participe que faiblement aux échanges mondiaux en tant qu'acteur significatif, comme l'indique également la faiblesse patente, hors hydrocarbures, à la fois, des investissements directs étrangers et des exportations. Elle apparaît comme durablement installée dans une situation structurelle que résument bien trois indicateurs importants : les ressources financières liées à la rente provenant de la valorisation des hydrocarbures sur le marché mondial représentent, depuis plusieurs années sensiblement, 50% du produit intérieur brut, 70% des recettes budgétaires de l'Etat et 98% des recettes d'exportations. Tous les

indicateurs sont clairs et vont dans le sens d'une économie très largement dominée par une logique rentière systémique dont les effets négatifs — notamment en termes de dévalorisation croissante du travail physique et intellectuel en raison de son découplage avec les revenus, qu'il permet directement en lui-même d'assurer — se sont très largement diffusés, en quelque sorte par capillarité sociale, dans toute la société, à commencer par l'économie dont les activités de production ne cessent de régresser.

De récentes déclarations du Premier ministre, Ahmed Ouyahia, qualifiant la situation comme «inacceptable», lors de sa dernière «déclaration de politique générale», à la fin de l'année 2010, devant les deux chambres du Parlement, sont extrêmement significatives de la dégradation de la situation économique du pays que caractérise la faiblesse manifeste de sa production, hors hydrocarbures, notamment celle de l'industrie : «L'industrie se voit de plus en plus marginalisée et n'a participé qu'à près de 5% de la valeur ajoutée globale de l'année dernière, soit moins que la part des services de l'administration.» Or, la faiblesse constatée de la production affecte aussi l'agriculture, surtout eu égard à l'évolution de la demande liée à celle de la population, notamment pour tout ce qui concerne les céréales, composante de base du modèle de consommation alimentaire des ménages. Ainsi, le pays est-il devenu depuis de longues années l'un des premiers importateurs de céréales au monde — à hauteur de 75% de ses besoins — et sa «facture alimentaire», représentant 20% de ses importations et assurée grâce aux ressources rentières, est-elle estimée, pour l'année 2008, à 8 milliards de dollars.

Actuellement, le pays est enfermé dans une logique dominante d'accumulation essentiellement matérielle — à la périphérie des vrais enjeux contemporains évoluant vers la maîtrise de l'immatériel — centrée sur une politique de grands travaux d'infrastructure, quasi-exclusivement financée par des ressources publiques d'origine rentière et dont la principale faiblesse est de ne pas être inscrite dans une vision globale et à long terme, d'abord fondamentalement articulée autour de nécessaires nouveaux modes de production de la richesse. Ainsi piégé, le pays risque sérieusement de se marginaliser eu égard aux conditions dominantes de la compétition mondiale centrée sur les échanges de biens et de services et d'avoir donc, demain, de sérieuses difficultés pour y trouver sa place. Il est donc grand temps pour lui de sortir de la satisfaction trop facile que procurent les évolutions positives du taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) qui n'ont absolument aucun sens en elles-mêmes et doivent toujours être réinterrogées, au moins, quant à la nature même des activités sectorielles y ayant contribué. D'autant qu'en l'occurrence elles renvoient directement à une destruction de richesse — la consommation irréversible d'un stock non renouvelable d'hydrocarbures fossiles — qui, si elle n'est pas utilisée pour mettre en place de nouvelles sources de création effective et durable de richesse par la production de connaissances, de biens et de services, correspond à un processus d'appauvrissement de la collectivité nationale qui, au sens large, intègre nécessairement les générations futures. A cet égard, la question de l'évaluation objective de la croissance économique doit être complètement repensée et ne plus dépendre du seul indicateur fallacieux que représente le PIB, stricto sensu, en prenant en considération plusieurs indicateurs — dont le PIB — intégrés dans un tableau de bord multidimensionnel, visant à saisir les conditions réelles dans lesquelles évoluent l'économie, la société et la nature.

Par Nadji Safir, sociologue
E-mail : nadji.safir@gmail.com

Scientifique, car, dans un monde de plus en plus fortement dominé par le rôle croissant qu'y jouent la science et la technologie, ainsi que les technologies de l'information et de la communication (TIC), la question du degré d'effectivité de leur maîtrise sociale — comme processus social complexe de constitution d'une intelligence collective en réseau, dépassant donc les seuls apprentissages techniques individuels — devient, à tous égards, un enjeu absolument essentiel. Ainsi en ce qui concerne l'enseignement des sciences et mathématiques avant l'université, après 4 et 8 années de scolarité, les performances du pays — tout comme celles des autres pays arabes, sur la base des résultats d'une grande enquête internationale (TIMSS 2007) — sont nettement classées en dessous de la moyenne mondiale. Sur la base des données présentées dans le dernier rapport de l'Unesco sur la science — celui de 2010, dont le premier chapitre est précisément intitulé «le rôle croissant de la connaissance dans l'économie mondiale» — la production d'articles scientifiques cités dans des revues de référence par millions d'habitants est de 37,5 en Algérie pour des moyennes, arabe de 41, et mondiale de 147.

Par ailleurs, l'Algérie n'a aucune contribution notable en termes de dépôts de brevets et aucune de ses universités n'apparaît dans les classements internationaux significatifs. En ce qui concerne l'état de l'économie de la connaissance, à partir de deux indices calculés, pour l'année 2009, par la Banque mondiale, l'Algérie, avec des performances de, respectivement, 3,22 et 3,57 — par rapport à une moyenne mondiale de 5,95 et 6,19 et une moyenne de la région Mena «Middle East and North Africa» à laquelle elle appartient de 5,47 et 5,68 — est classée au 105^e rang mondial sur 146 pays considérés. Pour la capacité à diffuser et maîtriser l'utilisation des TIC — telle que saisie par un indice «network readiness index» calculé pour 2009-2010 par le Forum économique mondial — sur 133 pays classés, l'Algérie est 113^e. Un très net constat de faibles performances du pays peut être établi pour un ensemble de paramètres déterminants qui, tous, de plus en plus, sont au cœur même des leviers les plus fondamentaux de toute croissance économique contemporaine saine et qui ne peut s'articuler qu'autour de la connaissance comme facteur directement intégré dans la production de biens et de services et ce, dans les conditions de la compétition mondiale.

Social, puisque l'examen des demandes de toutes natures formulées par la population — particulièrement jeune, la moitié ayant moins de 27 ans — ainsi que des principales évolutions de la société, indique clairement que, malgré les nombreux progrès accomplis par le pays dans divers domaines, obtenus surtout grâce à la redistribution des ressources rentières — l'espérance de vie est actuellement supérieure à 74 ans — un malaise social très profond, de type anomique, aux manifestations de plus en plus nombreuses et visibles, existe. L'un de ses fondements les plus essentiels réside, en tout premier lieu à l'évidence, dans la durable extension de divers phénomènes aussi symptomatiques que le chômage et le sous-emploi — notamment de jeunes diplômés y compris de l'enseignement supérieur — désormais devenus endémiques. A cet égard, bien qu'il soit difficile de disposer de données fiables sur les questions évoquées — les statistiques officielles étant souvent sujettes à contestation —, il convient de retenir que depuis de longues années déjà, selon diverses sources d'information, dont celles de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, la moyenne des taux de chômage et